



SERVICE NATIONAL DES INFRASTRUCTURES
ET EQUIPEMENTS SCOLAIRES (SNIES)

N°.....

Conakry, le 04 Aout 2021

LE DIRECTEUR GENERAL

A

Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale
et de l'Alphabétisation (MENA)

Objet : collaboration et gestion des projets

Monsieur le Ministre,

Dans le cadre de la mise en œuvre des projets d'infrastructures et équipements scolaires gérés par mon service, je vous ai transmis au mois de mars 2021, l'état des lieux complet des projets en cours d'exécution, des projets de construction d'écoles non encore clôturés. L'objectif visé était de vous permettre de faire un arbitrage en vue d'une meilleure allocation des crédits alloués à ces projets dans la loi de Finance 2021.

Pour rappel Monsieur le Ministre, lors de la réunion sur l'état des lieux des projets d'infrastructures en cours, tenue en octobre 2020 sous votre présidence avec la participation de toutes les entreprises adjudicatrices, il a été décidé que désormais, seuls les chantiers achevés avec PV de réception devraient faire l'objet d'engagement sur le budget inscrit. Le but visé était d'optimiser l'achèvement des chantiers à la rentrée prochaine, notamment à Conakry où le ratio élèves/salle de classe reste encore très élevé.

C'est dans ce cadre que j'ai procédé à la transmission pour engagement des factures accompagnées de PV de réception définitive justifiant l'achèvement des projets dont les contrats sont signés depuis des années. Malheureusement, j'ai constaté une gestion plus qu'ambiguë par les engagements des factures d'avance parfois de contrat dont j'ai aucune idée, les factures de chantiers non encore achevés, et pire des contrats de délégation de crédit signés sans aucune procédure et visibilité. Sur ces derniers cas, il avait été décidé à travers une lettre envoyée à tous les gouverneurs et structures déconcentrées du MENA, interdisant désormais ces types de contrats. *La référence a été faite à un décret de Monsieur le Président de la République interdisant tout engagement de contrat qui ne correspond pas à une inscription de crédit.*

Monsieur le Ministre, depuis votre nomination à la tête du département, je n'ai cessé d'attirer votre attention sur le fait que l'une des principales causes du non-achèvement des chantiers financés sur BND s'explique par l'ouverture chaque année de nouveaux projets sans budget alors que ceux en cours sont en souffrance pour cause de crédit budgétaire conséquent et qu'il était temps qu'on y mette fin.

La gestion administrative et technique est ramenée à votre niveau entre votre personne, celui de la DAF et du responsable des marchés. Le budget qui est le moyen d'action, de déploiement et de mise en œuvre de nos programmes, projets et activités, fait l'objet d'une gestion personnalisée sans aucune orthodoxie. Alors que les rôles et les responsabilités sont assez bien définis et délimités.